

Mais, Monsieur le Président, la décision que doit prendre le Conseil aujourd'hui déborde la dimension humanitaire ou le cadre juridique. Les membres devraient tous être conscients que leur décision peut sensiblement influencer sur la pertinence, voire l'utilité, des Nations Unies comme instrument du maintien de l'ordre international.

Le Conseil de sécurité a déjà enjoint l'Iran de relâcher les otages détenus à Téhéran, et a demandé à l'Iran et aux États-Unis de prendre des mesures pour résoudre les divergences qui demeurent entre eux. Dans une décision unanime, la Cour internationale de justice a également demandé la libération des otages. À l'évidence, ces actions n'ont pas suffi pour convaincre l'Iran de respecter ses obligations internationales.

La résolution dont le Conseil est saisi permet au Secrétaire général de tenter un dernier effort de persuasion après ceux qu'il a déjà faits. Nous espérons qu'il réussira. Mais il vous est en outre demandé qu'en cas d'échec - si l'Iran maintenait son refus - de prendre de nouvelles mesures, soit d'appliquer des sanctions aux termes des dispositions de la Charte des Nations Unies. Ces dispositions ont justement été conçues pour être utilisées dans des situations comme celle-ci, lorsqu'un pays viole de façon flagrante les obligations qu'il a contractées comme membre de la communauté internationale.

Les États-Unis certes, mais aussi tous les pays civilisés, sont en droit de s'attendre à ce que le Conseil adopte cette résolution. Ne pas le faire serait admettre l'incapacité de la communauté mondiale de se servir de ses institutions pour maintenir l'ordre dans les affaires internationales.

De toute évidence, Monsieur le Président, le peuple et le gouvernement iraniens ont le sentiment d'avoir été victimes d'une profonde injustice et s'attendent à ce que l'on reconnaisse leur droit d'obtenir réparation. Il est donc impérieux de faire comprendre aux Iraniens que les institutions internationales sont tout autant à leur service qu'à celui des Américains.

En appuyant la résolution, les membres du Conseil feront savoir clairement au gouvernement de l'Iran que son comportement est totalement inacceptable pour le monde